PLUS DE PETROLE POUR LES MASSACREURS

(Fin)

Nous continuons à examiner dans ce dernier article les objections courantes contre l'«embargo sur le pétrole». (Voir articles sur la question dans les deux derniers numéros des *Cahiers Rouges*.)

Objections techniques concernant l'efficacité de l'embargo

a) Argument du *stockage du pétrole* par les Etats fascistes. — Ne peuvent-ils stocker, avant tout embargo prévu, des quantités de pétrole suffisantes, non seulement pour terminer une guerre en cours, mais au besoin pour engager avec quelques chances une guerre « punitive » contre les puissances coupables de vouloir leur refuser le ravitaillement en pétrole (seule sanction économique capable de les toucher assez, pour les conduire à des solutions de rage)?

Réponse. — Le stockage paraît très difficile à réaliser pour une matière comme le pétrole, qui exige des réservoirs spéciaux et immenses. De plus, le stock, si grand soit-il, serait épuisé beaucoup trop vite pour que le gouvernement fasciste, privé de tout nouvel apport en pétrole, puisse sérieusement songer à entreprendre une « guerre de représailles ». Voici en effet quelques *chiffres de consommation* éloquents :

Un avion bombardier consomme de 120 à 400 litres-heure.

Une escadrille-école de 40 unités (avions légers, de chasse ou d'observation), dans une section d'entraînement au camp d'Istres, a consommé en 1932 plus de 500.000 litres en un trimestre, en volant deux heures par jour environ, les « jours volables » (il faut compter en moyenne 60 « jours volables » en un trimestre).

Un moteur d'avion consomme de 175 à 250 grammes par cheval-vapeur-heure.

Un avion léger monomoteur de 600 chevaux (reconnaissance, observation), consomme donc *au minimum* (pour 175 gr. par CV-h.) :

600 × 175 = 105.000 gr. = 105 kgr. par heure.

$$\frac{100 \times 105}{75} = 140 \text{ litres par heure.}$$

Ceci si l'on évalue la densité de l'essence à 0,70; mais elle varie jusqu'à 0,75, ce qui accroît encore le volume consommé.

En temps de guerre, une nation ayant en action, par exemple :

1.000 avions légers monomoteurs de 600 CV,
250 avions bimoteurs = 1.200 CV,
250 avions trimoteurs = 1.800 CV,

fonctionnant chacun en moyenne pendant 2 heures par jour seulement, consommerait donc *par jour* en litres d'essence :

1.000 × 140 × 2 = 280.000
250 × 280 × 2 = 140.000
250 × 420 × 2 = 210.000

Total 630.000

De plus, il existe des moteurs de 700, 800, 900, 1.000 chevaux et plus, et les avions quadrimoteurs sont courants.

Il faut compter en moyenne 1 *tonne par avion toutes les* 4 *heures.*

Traitement du pétrole brut. — Mais les besoins en pétrole d'une nation lancée dans la guerre apparaîtront bien plus formidables encore, si l'on songe que les chiffres auxquels nous venons d'aboutir représentent la consommation de l'aviation militaire en *essence,* et non pas en *pétrole brut.* Or, le pétrole brut, dans les usines de raffinage, se décompose en multiples produits, de densité et de caractères très variables, depuis l'essence pure jusqu'aux graisses de machines. Par le raffinage normal, on n'utiliserait que 5 à 20 % du pétrole brut, ce qui ne couvrirait que la moitié des besoins mondiaux ! Aussi accroît-on artificiellement la proportion d'essence tirée du pétrole, par traitement des résidus (cracking). En 1934, le pourcentage moyen était de 35 %, et ce chiffre n'a pratiquement pas varié pour ces dernières années. La proportion utilisable s'élève à 45 % pour le *gasoil* (qui alimente les moteurs Diesel) et le *fueloil* ou *mazout* (qui alimente surtout la flotte).

D'autre part, il faut observer qu'aux Etats-Unis par exemple, en 1934, 85 % de l'essence était affectée à la consommation automobile; il ne restait donc pour l'aviation et les autres usages que 15 % de l'essence, donc 15 % des 35 % utilisables du pétrole, soit 5,25 % *seulement* du pétrole brut ! Dans les pays fascistes, moins riches en automobiles privées, la proportion est certainement plus élevée; toutefois, même en temps de guerre, il est extrêmement difficile de réduire le trafic automobile : les voitures particulières sont réquisitionnées pour les besoins militaires, il faut assurer le transport des troupes, la motorisation de l'armée, le fonctionnement des tanks, etc... La part d'essence réservée à l'aviation ne peut donc être sérieusement augmentée, à moins de nuire d'une façon catastrophique à la conduite des opérations terrestres.

On voit par la comparaison des chiffres de consommation en essence de l'aviation militaire, et des pourcenfages du pétrole brut utilisable pour la fabrication de l'essence, que la conduite d'une guerre moderne exigerait, pour un Etat soumis à l'*embargo effectif sur le pétrole,* des stocks de pétrole et de mazout absolument fantastiques.

b) *Les carburants synthétiques.* — Le plus grave argument qu'on puisse opposer à l'efficacité de l'embargo, c'est l'existence de carburants synthétiques, capables de remplacer le pétrole. Le pétrole est un *hydrocarbure,* c'est-à-dire un composé naturel de carbone et d'hydrogène. Il est possible de réaliser artificiellement une semblable synthèse, et le problème a dès à présent trouvé sa solution technique. Mais cette opération se heurte à des *difficultés financières* (le coût en est beaucoup plus élevé que celui de l'extraction du pétrole, environ cinq fois plus; le litre d'essence naturelle revient à 0 fr. 20 dans un port mexicain). Elle rencontre aussi des *difficultés techniques :* le principe de la fabrication est l'*hydrogénation du carbone,* ou des divers combustibles. On obtient donc les carburants synthétiques par le traitement de la houille, des lignites, des tourbes, des goudrons primaires, des résidus pétrolifères. L'autre procédé, c'est la réduction catalytique de l'oxyde de carbone. Dans les deux cas, il faut avoir à sa disposition des matières premières. Si l'Allemagne en est riche, le Japon et l'Italie en sont pauvres. Etudions rapidement les cas de ces trois puissances :

1° L'Italie n'a pas du tout de houille, très peu de lignite. L'importation de ces matières premières est difficile, car il en faut de très grosses quantités pour de maigres résultats. Elle essaie donc le chauffage à bois pour les transports, mais il est douteux que ce procédé suffise pour les usages de guerre ! Elle a fondé l'A.N.I.C. (Société nationale d'Hydrogénation des combustibles), qui a deux grandes usines en construction, lesquelles ne commenceraient à fonctionner vraisemblablement qu'en 1938. C'est sans doute pour cela que Mussolini a annoncé, en mai 1937, que l'Italie aurait réalisé son autonomie pétrolifère fin 1938; mais il faut en outre, dans cette déclaration, faire la part du « bluff mussolinien », et peut-être aussi celle d'intentions à peine dissimulées de mainmise sur les pétroles d'Irak et de Roumanie ! Il y a donc là une menace pour l'avenir, mais l'embargo serait efficace encore aujourd'hui. En ce qui concerne le fascisme italien, *il convient donc d'agir vite !* Les démocraties ne doivent pas attendre, pour décréter l'embargo, que l'Italie se soit assurée l'autonomie pétrolifère, qu'elle ne possède pas encore, et qu'on peut encore l'empêcher d'acquérir...

2° Le Japon a très peu de houille (0,2 % de la production mondiale), et très peu de lignite. Il essaie de traiter les tourbes de Mandchourie, mais le rendement en est très pauvre, car elles sont de très mauvaise qualité (bitumineuses). Il s'attaque au problème avec tout l'ardeur d'une puissance guerrière qui a compris que *sans pétrole, pas de guerre possible !* Il a voté des crédits de 95 millions de yen, répartis sur sept ans, pour se créer une industrie de carburants synthétiques, *qu'il n'a pas encore.* Une législation draconienne contraint les sociétés importatrices à lui constituer des stocks : mais cela constitue une facilité de plus pour notre action, car, à cause de la rigueur de cette législation, ces sociétés ont de moins en moins d'intérêt à travailler pour le Japon !

3° L'Allemagne, à l'heure actuelle, est le seul Etat dont l'industrie de carburants synthétiques soit un danger sérieux pour l'efficacité des sanctions pétrolières. Elle utilise l'alcool d'origine agricole, le benzol récupéré dans la fabrication du gaz d'éclairage, et l'hydrogénation du lignite et du charbon. Elle possède en effet des réserves presque illimitées de lignite (pour 400 ans...) et du charbon en quantités importantes. En 1935, elle a pu produire 40 % de sa consommation *du temps de paix,* qui se répartissent de la sorte :

	Milliers de tonnes
Pétrole naturel indigène	310
— synthétique	650
Total	960

En 1937, elle a obtenu par le traitement des lignites 300.000 tonnes de pétrole artificiel. Le plan quadriennal envisage la production des trois quarts des besoins du pays (2.000 milliers de tonnes). Mais, pour mener une guerre sur deux fronts, on estime qu'il lui faudrait environ 5.500 milliers de tonnes. D'où une politique de stockage : en 1936, les stocks s'élevaient à environ 3.800 milliers de tonnes qui, ajoutés à sa production annuelle, lui permettraient sans doute de tenir pendant un an. Le problème est donc beaucoup plus délicat pour l'Allemagne, mais n'oublions pas que l'Allemagne n'est, pour l'instant, pas en cause (nous demandons l'embargo contre les Etats actuellement agresseurs, non contre des agresseurs éventuels que nous n'avons pas le droit de désigner par avance); d'autre part, elle ne saurait engager seule une guerre que ses alliés fascistes ne pourraient entreprendre à ses côtés sans le pétrole et le mazout qu'ils ne peuvent encore pas produire eux-mêmes, que l'Allemagne n'est pas assez riche pour leur donner, et que seules les « démocraties amies de la Paix » leur fournissent généreusement tout en dénonçant leurs crimes !

On peut donc encore agir, mais il ne faut pas perdre de temps...

Objections politiques

1° Objection des pacifistes qui s'opposent aux *sanctions économiques* en général. « Les victimes effectives des sanctions économiques, aussi bien que des « sanctions militaires », ce ne sont pas les dictateurs fascistes, qui n'en souffrent pas personnellement, ce sont leurs peuples, acculés à la famine et au désespoir; aussi, bien loin de « mettre à genoux » les agresseurs, et de les contraindre à se soumettre à la loi internationale, elles risquent d'avoir pour seul effet d'exaspérer davantage leurs peuples contre les pays « sanctionnis- « tes », et de renforcer par là-même le prestige du dictateur, et la volonté farouche, chez le pays brimé, de gagner la partie envers et contre tous. »

Réponse. — Cette objection, valable pour les sanctions économiques en général, tombe précisément lorsqu'il s'agit de l'embargo sur le pétrole, matière à peu près uniquement utilisée pour la guerre même, et dont la privation ne saurait léser une population dans sa vie civile et dans ses intérêts vitaux. Elle aurait au contraire, aux yeux des populations des Etats fascistes elles-mêmes, l'avantage, qui serait vite accepté de bon cœur, de les arracher rapidement à la conscription, et de les rendre à leurs foyers et à la tranquillité de la paix forcée! D'autre part, rien n'empêche, et nous en sommes les plus chauds partisans, de doubler la privation en pétrole, mesure purement *négative* et défensive, de propositions concrètes et loyales de négociations économiques, territoriales, etc., en vue de *construire* (enfin!) *la Paix.* Et, à de telles propositions, la plus solennelle publicité peut facilement être faite auprès des peuples soumis au joug fasciste, grâce, par exemple, à la T.S.F., voix passe-partout. Politique de fermeté pour le refus des moyens de la guerre aux agresseurs, mais en contre-partie, politique de justice et même de générosité pour la construction de la paix avec les peuples « prolétaires ».

2° Objections des pacifistes et des révolutionnaires : *impossibilité de définir l'agresseur.* Les responsabilités d'une guerre sont presque toujours partagées!

Réponse. — *a*) Tout le monde peut se mettre d'accord *au moins* pour refuser le pétrole et le mazout aux armées d'*invasion* qui massacrent sur un sol étranger (Japon en Chine, Italie en Espagne). Après quoi, certains peuvent, selon leurs convictions propres, réclamer le refus du pétrole indistinctement aux deux parties.

b) Du reste, nous ne présentons pas une revendication de justice théorique, fondée sur le Droit international... Nous constatons un fait : Tout le pétrole est dans les mains des puissances qui se disent démocratiques et amies de la paix. Un deuxième fait : sans pétrole, les fascismes ne peuvent continuer les guerres engagées. Un troisième fait : les puissances « démocratiques » ont donc la possibilité d'arrêter la guerre en en refusant les moyens aux fascistes. Il serait chimérique et enfantin de demander aux Etats « amis de la Paix » de se priver eux-mêmes, ou leurs alliés, du pétrole destiné à leurs armées. Au contraire, il est normal et, de leur propre point de vue, élémentaire, de leur demander d'en priver les Etats fascistes, qu'ils dénoncent comme « ennemis de la Paix ». Au nom même de leur « défense nationale » !

3° Objection de l'*universalité des sanctions,* nécessaire pour qu'elles soient efficaces?

Réponse. — Cet argument, valable pour les *sanctions économiques* en général (boycott, blocus, sanctions financières et économiques prévues par le Pacte de la S.D.N.), tombe lorsqu'il s'agit du pétrole et du mazout, puisque nous avons démontré que toute la production et le transport du pétrole sont dans les mains du bloc démocratique, ou, tout au moins, des puissances, démocratiques ou non, dévouées à la sécurité collective. Il n'est donc plus nécessaire d'attendre une décision unanime de l'organisme pourri de Genève, dont tout le monde sait que ses arrêts sont rendus quand l'égorgeur digère déjà sa victime... Il n'est même pas nécessaire d'attendre la sentence de l'augure en manière de droit international et de discuter pendant six mois pour décider si l'agresseur est l'envahi ou l'envahisseur... Le pétrole pose une question, *non de droit, mais de fait;* et ce serait bien la première fois que les puissances, alliées dans un impérialisme commun, hésiteraient, ayant en main le moyen de terrasser leurs ennemis, à agir sur le simple conseil de leurs « intérêts nationaux » et sur la seule « raison d'Etat » ! Si elles se dérobaient, on comprendrait alors que l'idéologie démocratique et l'intérêt de la « défense de la Paix contre les agresseurs », ne coïncident pas exactement avec leurs intérêts impérialistes camouflés sous ces noms...

Conclusion

On a essayé de mettre en contradiction nos sentiments révolutionnaires, ou simplement antifascistes, et nos sentiments pacifistes et antimilitaristes. Voyant que la « Défense nationale », cela ne « prenait » plus, on a invoqué la « Défense antifasciste », et même (car on aura tout vu...) la « Défense de la Paix » (!) pour entraîner de nouveau, vers la plus monstrueuse des capitulations humaines, ceux qui, il n'y a pas vingt ans, hurlaient : « Plus jamais çà! » Le suicide de la civilisation, le crime universel ont pris un nouveau visage; la guerre future se fera sous le masque de la sécurité collective, et les esclaves s'entre-massacreront au nom de la fraternité prolétarienne...

Mais nous ne marchons pas et nous ne marcherons jamais. A ceux qui tentent de nous entraîner dans la démence collective, nous opposerons notre double volonté *antifasciste* et *révolutionnaire, pacifiste* et *antimilitariste.* Inébranlables, nous leur répondons par cette *fin de non-recevoir* catégorique et *inconditionnelle,* que Léon Blum opposait, il n'y a pas si longtemps, à toute idée de régler un problème quelconque par la guerre. Aux gouvernants qui nous demandent nos vies et nos libertés, nous répondons par un « *non!* » sans appel...

Mais nous leur opposons une *technique économique* de lutte contre la guerre, par deux méthodes complémentaires :

Méthode négative : refus aux agresseurs des moyens de la guerre (matières premières détenues par le bloc impérialiste antagoniste);

Méthode constructive : en contrepartie et en même temps, offres précises et *publiques* de réorganisation économique et territoriale du monde, assurant à tous les peuples le droit à la vie.

Les deux procédés, bien loin d'affermir, comme le craignent peut-être certains camarades, l'impérialisme « ploutocratique » contre l'impérialisme fasciste « affamé », exigent le sacrifice des intérêts les plus profonds de notre propre capitalisme? Certainement. Ils posent en fait le problème du socialisme tout entier? Sans doute. Dans l'état actuel du monde, *toutes les voies mènent au socialisme.* Guerre ou révolution.

« Leur » sécurité collective de militaires prépare l'une; « notre » sécurité collective par l'embargo sur les matières premières nécessaires à la guerre prépare l'autre... A nous d'exiger les sacrifices des profits capitalistes.

Au pied du mur, les « démocraties » !

René MODIANO.

Aux camarades abonnés

Nous avons fait un gros effort pour ramener à **1 franc** le prix du numéro. Grâce au dévouement d'un certain nombre de camarades, qui ont compris que la vente au numéro dans toutes les sections était notre meilleur moyen de développement et d'équilibre, nous croyons avoir réussi **et nous maintenons le prix du numéro à 1 franc;** ce qui nous conduit à fixer le prix de l'abonnement à **10 fr.** par an.

En outre, nous avons créé des abonnements de soutien à 20 francs par an pour ceux de nos camarades qui comprennent la nécessité d'élargir notre base financière et qui peuvent le faire.

Enfin nous remercions chaleureusement les camarades du Comité des Cent qui, soit par un versement global, soit par un versement partiel qu'ils compléteront au cours de l'année, nous ont incontestablement permis de ne pas interrompre un effort de redressement révolutionnaire dont le Parti commence à comprendre l'urgence et la nécessité criantes.

L'Administrateur des « C. R. » :
DEGEZ.

Lire à la page 13 *l'AVIS IMPORTANT concernant la diffusion, l'expédition et les abonnements des « Cahiers Rouges ».*